

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	2
2. Indicateurs de performance financière clés	4
3. Résultats d'exploitation consolidés	5
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	10
4.1 Secteur Vente au détail	10
4.2 Secteur Services financiers	15
4.3 Secteur Propriétés de Choix	17
5. Situation de trésorerie et sources de financement	18
5.1 Flux de trésorerie	18
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	20
5.3 Composantes de la dette totale	21
5.4 Situation financière	23
5.5 Notation	23
5.6 Capital social	24
5.7 Arrangements hors bilan	26
6. Instruments financiers dérivés	26
7. Résultats par trimestre	26
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	27
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	28
10. Normes comptables	28
11. Perspectives	28
12. Mesures financières non conformes aux PCGR	29
13. Informations supplémentaires	38

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw Limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2016 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2016 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du troisième trimestre de 2017 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la fin du Rapport annuel 2016 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 14 novembre 2017.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, les initiatives stratégiques et la restructuration, les changements réglementaires, dont les augmentations du salaire minimum et la poursuite de la réforme du réseau de la santé, la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues et l'état et l'incidence des déploiements de systèmes de technologies de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », à la rubrique 11, « Perspectives », et à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2017 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation, ainsi qu'à la croissance continue associée aux initiatives. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 12, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du Rapport annuel 2016 de la société et dans la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité d'assurer la gestion efficace des programmes de fidélisation de la société;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;

- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;
- l'incapacité de s'adapter efficacement aux tendances de consommation ou à une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments et des médicaments;
- toute modification des lois, règles, règlements ou politiques régissant les activités de la société;
- l'incapacité d'effectuer une mise en marché efficace, de mettre en œuvre l'initiative de commerce électronique de la société ou d'adapter son modèle économique à l'évolution du marché de la vente au détail résultant des progrès numériques;
- l'incapacité de réaliser les avantages prévus, dont la croissance des produits, les économies de coûts ou les efficacités sur le plan de l'exploitation, devant découler des investissements de la société dans d'importantes initiatives qui appuient ses priorités stratégiques;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi et d'endettement des ménages, des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés et des marchandises;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives;
- les dénouements défavorables d'actions en justice ou de démarches réglementaires et questions connexes;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation, y compris les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et de contrôler les pertes.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada (les « autorités en valeurs mobilières »), y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2016 de la société (pour l'exercice clos le 31 décembre 2016). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés¹⁾

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 7 octobre 2017 et au 8 octobre 2016 ou pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 ⁴⁾ (16 semaines)
Chiffres consolidés :		
Augmentation des produits	0,3 %	1,4 %
Résultat d'exploitation	1 236 \$	690 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 229	1 143
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,7 %	8,1 %
Bénéfice net	894 \$	415 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	886	422
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	883	419
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	549	512
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	2,24 \$	1,03 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,39 \$	1,26 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme	1 841 \$	1 468 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872	1 112
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	340	564
Mesures financières :		
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	1,8x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	13,6 %	12,6 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	9,5 %	8,5 %
Secteur Vente au détail :		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	1,4 %	0,8 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	3,3 %	2,8 %
Résultat d'exploitation	1 168 \$	642 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 874	3 714
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,8 %	26,7 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 159 \$	1 087 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	7,8 %
Secteur Services financiers :		
Bénéfice avant impôt sur le résultat	43 \$	28 \$
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,3 %	13,6 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	3,8 %	4,5 %
Secteur Propriétés de Choix :		
Bénéfice net	303 \$	213 \$
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	109	102

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016	Variation		2017	2016	Variation	
	(16 semaines)	(16 semaines)	(en \$)	(en %)	(40 semaines)	(40 semaines)	(en \$)	(en %)
Produits	14 192 \$	14 143 \$	49 \$	0,3 %	35 672 \$	35 255 \$	417 \$	1,2 %
Résultat d'exploitation	1 236	690	546	79,1 %	2 354	1 643	711	43,3 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 229	1 143	86	7,5 %	3 079	2 896	183	6,3 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,7 %	8,1 %			8,6 %	8,2 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	476 \$	464 \$	12 \$	2,6 %	1 196 \$	1 178 \$	18 \$	1,5 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	119	132	(13)	(9,8)%	407	525	(118)	(22,5)%
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	152	152	—	— %	405	405	—	— %
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	202	183	19	10,4 %	504	474	30	6,3 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	26,5 %	26,5 %			26,8 %	27,5 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	886 \$	422 \$	464 \$	110,0 %	1 480 \$	779 \$	701 \$	90,0 %
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société¹⁾	883	419	464	110,7 %	1 471	770	701	91,0 %
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	549	512	37	7,2 %	1 358	1 262	96	7,6 %
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	2,24 \$	1,03 \$	1,21 \$	117,5 %	3,68 \$	1,88 \$	1,80 \$	95,7 %
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,39 \$	1,26 \$	0,13 \$	10,3 %	3,40 \$	3,08 \$	0,32 \$	10,4 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation - dilué (en millions)	395,0	407,0			399,2	410,0		

i) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 883 millions de dollars (2,24 \$ par action ordinaire) au troisième trimestre de 2017, en hausse de 464 millions de dollars (1,21 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016. Cette hausse découle de l'amélioration de 37 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 427 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 37 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation (0,09 \$ par action ordinaire) est attribuable essentiellement aux facteurs suivants :
 - le secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises), qui reflète une augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ et une baisse des frais de vente et charges générales et administratives, en partie contrebalancées par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - le secteur Services financiers, qui reflète essentiellement le solide rendement en matière de crédit du portefeuille de cartes de crédit.

- l'incidence favorable nette de 427 millions de dollars (1,08 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - le profit de 432 millions de dollars (1,10 \$ par action ordinaire) sur la cession des activités de postes d'essence;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 13 millions de dollars (0,03 \$ par action ordinaire); facteurs en partie contrebalancés par :
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 21 millions de dollars (0,04 \$ par action ordinaire).
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,04 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ a augmenté de 37 millions de dollars (0,13 \$ par action ordinaire) au troisième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 549 millions de dollars (1,39 \$ par action ordinaire), en raison de l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires dont il est question ci-dessus.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 1 471 millions de dollars (3,68 \$ par action ordinaire) pour l'exercice à ce jour, en hausse de 701 millions de dollars (1,80 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Cette hausse découle de l'amélioration de 96 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 605 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 96 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation (0,23 \$ par action ordinaire) est attribuable essentiellement aux facteurs suivants :
 - le secteur Vente au détail (si l'on ne tient pas compte de l'incidence de la consolidation des franchises), qui reflète une augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾, en partie contrebalancée par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles;
 - le secteur Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »), qui reflète essentiellement l'accroissement du portefeuille d'immeubles qui a découlé des acquisitions et des projets d'aménagement terminés ainsi que l'augmentation du résultat d'exploitation net tiré d'immeubles existants;
 - l'incidence favorable d'une diminution du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.
- l'incidence favorable nette de 605 millions de dollars (1,48 \$ par action ordinaire), d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement découle essentiellement de ce qui suit :
 - le profit de 432 millions de dollars (1,08 \$ par action ordinaire) sur la cession des activités de postes d'essence;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 118 millions de dollars (0,30 \$ par action ordinaire);
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 41 millions de dollars (0,10 \$ par action ordinaire) comptabilisées à l'exercice précédent.
- le bénéfice net dilué par action ordinaire reflète également l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires (0,09 \$ par action ordinaire).

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 1 358 millions de dollars (3,40 \$ par action ordinaire) pour l'exercice à ce jour, en hausse de 96 millions de dollars (0,32 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016, en raison de l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable du rachat d'actions ordinaires dont il est question ci-dessus.

Le 31 octobre 2017, la société et George Weston limitée ont confirmé être au courant d'une enquête visant l'ensemble du secteur, menée par le Bureau de la concurrence, à l'effet que des activités de fixation des prix auraient été menées à l'égard de certains produits de pain emballé. Les deux sociétés offrent leur entière coopération. Les documents déposés devant les tribunaux par le Bureau de la concurrence demeurent sous scellé tant que les recherches ne sont pas terminées. Les sociétés prévoient être en mesure de fournir davantage de commentaires une fois que les scellés auront été levés.

Produits

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)
	(16 semaines)	(16 semaines)				(40 semaines)	(40 semaines)			
Vente au détail	13 923 \$	13 891 \$	32 \$	0,2 %		34 916 \$	34 539 \$	377 \$	1,1 %	
Services financiers	240	229	11	4,8 %		675	650	25	3,8 %	
Propriétés de Choix	207	196	11	5,6 %		619	586	33	5,6 %	
Consolidation et éliminations	(178)	(173)	(5)			(538)	(520)	(18)		
Produits	14 192 \$	14 143 \$	49 \$	0,3 %		35 672 \$	35 255 \$	417 \$	1,2 %	

Les produits ont augmenté de 49 millions de dollars, ou 0,3 %, au troisième trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 14 192 millions de dollars, en raison essentiellement d'une augmentation de 32 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a diminué de 71 millions de dollars, ou 0,5 %. La diminution découle essentiellement de l'incidence de 368 millions de dollars de la cession des activités de postes d'essence, en partie contrebalancée par l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables et par une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les produits ont augmenté de 417 millions de dollars, ou 1,2 %, comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, pour s'établir à 35 672 millions de dollars, en raison essentiellement d'une hausse de 377 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 117 millions de dollars, ou 0,3 %. La hausse découle essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables, qui tient compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An, et d'une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail, en partie contrebalancées par l'incidence de la cession des activités de postes d'essence.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 546 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 1 236 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 71 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 475 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 71 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation, attribuable essentiellement aux secteurs Vente au détail et Services financiers. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 475 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - le profit de 501 millions de dollars sur la cession des activités de postes d'essence; facteur en partie contrebalancé par :
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 29 millions de dollars.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, le résultat d'exploitation a augmenté de 711 millions de dollars comparativement à la période correspondante de 2016 pour s'établir à 2 354 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 157 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 554 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 157 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation, attribuable essentiellement aux secteurs Vente au détail et Propriétés de Choix, compte tenu de la consolidation et des éliminations. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 554 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, qui s'explique principalement par ce qui suit :
 - le profit de 501 millions de dollars sur la cession des activités de postes d'essence;
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 44 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent.

Montant ajusté du BAIIA²⁾

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017
et le 8 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens,
sauf indication contraire)

	2017	2016	Variation	Variation	2017	2016	Variation	Variation
	(16 semaines)	(16 semaines)	(en \$)	(en %)	(40 semaines)	(40 semaines)	(en \$)	(en %)
Vente au détail	1 159 \$	1 087 \$	72 \$	6,6 %	2 900 \$	2 742 \$	158 \$	5,8 %
Services financiers	52	44	8	18,2 %	135	132	3	2,3 %
Propriétés de Choix	228	186	42	22,6 %	605	433	172	39,7 %
Consolidation et éliminations	(210)	(174)	(36)		(561)	(411)	(150)	
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 229 \$	1 143 \$	86 \$	7,5 %	3 079 \$	2 896 \$	183 \$	6,3 %

Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 86 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 1 229 millions de dollars. L'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ au troisième trimestre de 2017 est attribuable essentiellement à l'amélioration de la performance du secteur Vente au détail, compte tenu de l'apport positif de la consolidation des franchises, et de celle du secteur Services financiers.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est chiffré à 3 079 millions de dollars, en hausse de 183 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ pour l'exercice à ce jour s'explique essentiellement par l'amélioration de la performance du secteur Vente au détail, compte tenu de l'apport positif de la consolidation des franchises, et de celle du secteur Propriétés de Choix, compte tenu de la consolidation et des éliminations.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au troisième trimestre de 2017, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 12 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 476 millions de dollars, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et de l'augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 161 millions de dollars (164 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »).

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont augmenté de 18 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 1 196 millions de dollars, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et de l'augmentation des actifs liés aux TI, en partie contrebalancées par l'incidence de la modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 403 millions de dollars (411 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)

	2017	2016	2017	2016
	(16 semaines)	(16 semaines)	(40 semaines)	(40 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	119 \$	132 \$	407 \$	525 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	33	20	(2)	(120)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	152 \$	152 \$	405 \$	405 \$

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 13 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à celles inscrites au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 119 millions de dollars. Cette diminution reflète essentiellement l'incidence, d'un exercice à l'autre, de la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 13 millions de dollars. Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 et il tient compte d'une augmentation des charges d'intérêts du secteur Propriétés de Choix attribuable à une hausse des prélèvements effectués sur ses facilités de crédit et d'une augmentation des distributions sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, en partie contrebalancées par une diminution des charges d'intérêts découlant du remboursement des débetures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont diminué de 118 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 407 millions de dollars. La diminution s'explique essentiellement par l'incidence, d'un exercice à l'autre, de la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 118 millions de dollars. Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ est demeuré inchangé par rapport à celui inscrit pour la période correspondante de 2016 et il tient compte de ce qui suit :

- une diminution des charges d'intérêts du secteur Vente au détail attribuable au remboursement de billets à moyen terme au deuxième trimestre de 2016; facteur en partie contrebalancé par :
- une augmentation des charges d'intérêts du secteur Propriétés de Choix attribuable à une hausse des prélèvements effectués sur ses facilités de crédit, à un profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations au cours de l'exercice précédent et à une augmentation des distributions sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, en partie contrebalancés par une diminution des charges d'intérêts découlant du remboursement des débentures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Impôt sur le résultat	223 \$	143 \$	457 \$	360 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	(21)	40	47	117
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	(3)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	202 \$	183 \$	504 \$	474 \$
Taux d'impôt effectif	20,0 %	25,6 %	23,5 %	32,2 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	26,5 %	26,5 %	26,8 %	27,5 %

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 20,0 % au troisième trimestre de 2017, comparativement à 25,6 % au troisième trimestre de 2016. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à l'incidence de la tranche non imposable du profit sur la cession des activités de postes d'essence.

Au troisième trimestre de 2017, le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 26,5 %, inchangé comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016.

Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif s'est établi à 23,5 %, comparativement à 32,2 % pour la période correspondante de 2016. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à une diminution de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, à l'incidence de la tranche non imposable du profit sur la cession des activités de postes d'essence et à une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé de l'incidence d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick de 12 % à 14 % qui a été promulguée au premier trimestre de 2016.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 26,8 %, comparativement à 27,5 % pour la période correspondante de 2016. La diminution du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ est essentiellement attribuable à une diminution de certains éléments non déductibles.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les vêtements et les autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle. Avant le 17 juillet 2017, le secteur Vente au détail comprenait aussi les activités de postes d'essence;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications. Par suite de la réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président, le secteur Services financiers ne fournit plus de services bancaires aux particuliers;
- Le secteur Propriétés de Choix détient, gère et aménage des immeubles de commerces de détail et des immeubles commerciaux partout au Canada. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

4.1 Secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)	2017	2016		Variation (en \$)	Variation (en %)
	(16 semaines)	(16 semaines)				(40 semaines)	(40 semaines)			
Chiffre d'affaires	13 923 \$	13 891 \$	32 \$	0,2 %		34 916 \$	34 539 \$	377 \$	1,1 %	
Résultat d'exploitation	1 168	642	526	81,9 %		2 192	1 510	682	45,2 %	
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	3 874	3 714	160	4,3 %		9 725	9 317	408	4,4 %	
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	27,8 %	26,7 %				27,9 %	27,0 %			
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	1 159 \$	1 087 \$	72 \$	6,6 %		2 900 \$	2 742 \$	158 \$	5,8 %	
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	7,8 %				8,3 %	7,9 %			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	467 \$	456 \$	11 \$	2,4 %		1 172 \$	1 157 \$	15 \$	1,3 %	

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017		2016		2017		2016	
	(16 semaines)		(16 semaines)		(40 semaines)		(40 semaines)	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables
Secteur de l'alimentation au détail	10 172 \$	1,4 %	10 278 \$	0,8 %	25 509 \$	0,6 %	25 386 \$	1,1 %
Secteur des pharmacies au détail	3 751	3,3 %	3 613	2,8 %	9 407	2,7 %	9 153	4,2 %
Médicaments sur ordonnance	1 820	3,9 %	1 732	1,6 %	4 540	2,8 %	4 369	3,0 %
Produits de l'avant du magasin	1 931	2,8 %	1 881	3,9 %	4 867	2,7 %	4 784	5,3 %

Le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, le montant ajusté de la marge brute²⁾, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté de la marge du BAIIA²⁾ rendent compte de l'incidence de la consolidation des franchises, tel qu'il est indiqué à la rubrique « Autres questions liées au secteur Vente au détail » pour les périodes closes aux dates indiquées.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 13 923 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 32 millions de dollars, ou 0,2 %, comparativement à celui du troisième trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a diminué de 71 millions de dollars, ou 0,5 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- L'incidence de 368 millions de dollars de la cession des activités de postes d'essence; facteur en partie contrebalancé par ce qui suit :
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,4 % pour le trimestre (1,4 % en 2016) si l'on ne tient pas compte des activités de postes d'essence. Si l'on tient compte des activités de postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,4 % (0,8 % en 2016).
 - La croissance du chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a été modérée;
 - Le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance n'a pas connu de croissance;
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments du secteur de l'alimentation au détail de la société a été légèrement supérieur (inférieur en 2016) à l'inflation nationale moyenne trimestrielle du prix des aliments de 0,3 % (0,2 % en 2016), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société.
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 3,3 % (2,8 % en 2016).
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté de 3,9 % (1,6 % en 2016). Le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,9 % (2,9 % en 2016). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 4,3 % (2,6 % en 2016) et, d'un exercice à l'autre, la valeur moyenne des ordonnances a diminué de 0,6 % (diminué de 0,8 % en 2016).
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 2,8 % (3,9 % en 2016).
- Au cours des 12 derniers mois, 27 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 13 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail de 0,4 million de pieds carrés, ou 0,6 %.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 377 millions de dollars, ou 1,1 %, comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 34 916 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 117 millions de dollars, ou 0,3 %. Le chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 123 millions de dollars, ou 0,5 %, pour l'exercice à ce jour pour s'établir à 25 509 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation au détail a diminué de 137 millions de dollars, ou 0,5 %, en raison essentiellement de l'incidence de la cession des activités de postes d'essence, en partie contrebalancée par l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables, qui tient compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An, et par une augmentation nette de la superficie en pieds carrés du secteur Vente au détail. Le chiffre d'affaires du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 254 millions de dollars, ou 2,8 %, pour s'établir à 9 407 millions de dollars.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 0,2 % (1,5 % en 2016) si l'on ne tient pas compte des activités de postes d'essence. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté d'environ 0,6 % si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An. Si l'on tient compte des activités de postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 0,6 % (1,1 % en 2016).

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 2,7 % (4,2 % en 2016), en raison de l'augmentation de 2,8 % (3,0 % en 2016) du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance et de l'augmentation de 2,7 % (5,3 % en 2016) du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence défavorable du moment du jour de l'An, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté d'environ 2,9 %, en raison de l'augmentation d'environ 3,0 % du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance et de l'augmentation d'environ 2,9 % du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin.

Résultat d'exploitation Le résultat d'exploitation a augmenté de 526 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 1 168 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 58 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 468 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 58 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ et la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, en partie contrebalancées par l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 468 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, s'explique principalement par ce qui suit :
 - le profit de 501 millions de dollars sur la cession des activités de postes d'essence;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change de 29 millions de dollars.

Pour l'exercice à ce jour, le résultat d'exploitation a augmenté de 682 millions de dollars comparativement à celui de la période correspondante de 2016 pour s'établir à 2 192 millions de dollars. Cette hausse découle de l'amélioration de 135 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et de l'incidence favorable nette de 547 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement, comme il est décrit ci-dessous :

- l'amélioration de 135 millions de dollars de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾, en partie contrebalancée par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives et l'augmentation des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles. L'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation reflète également l'apport positif de la consolidation des franchises;
- l'incidence favorable nette de 547 millions de dollars, d'un exercice à l'autre, d'éléments d'ajustement s'explique principalement par ce qui suit :
 - le profit de 501 millions de dollars sur la cession des activités de postes d'essence; facteur en partie contrebalancé par :
 - les charges de restructuration et autres charges connexes de 44 millions de dollars comptabilisées à l'exercice précédent.

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 3 874 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 160 millions de dollars comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,8 %, en hausse de 110 points de base comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 48 millions de dollars. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, s'est établi à 26,6 %, en hausse de 50 points de base comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016. L'augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ est surtout attribuable à l'incidence favorable d'environ 50 points de base de la cession des activités de postes d'essence, l'amélioration des marges du secteur des pharmacies au détail ayant été contrebalancée par une diminution des marges du secteur de l'alimentation au détail.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 9 725 millions de dollars, en hausse de 408 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,9 %, en hausse de 90 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute²⁾ a augmenté de 131 millions de dollars. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾, compte non tenu de la consolidation des franchises, s'est établi à 26,7 %, en hausse de 30 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ est attribuable essentiellement à l'incidence favorable d'environ 20 points de base de la cession des activités de postes d'essence et à l'amélioration des marges du secteur des pharmacies au détail.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 1 159 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 72 millions de dollars par rapport à celui inscrit au troisième trimestre de 2016, et il tient compte de l'incidence favorable de 20 millions de dollars de la consolidation des franchises et de l'incidence défavorable d'environ 20 millions de dollars de la cession des activités de postes d'essence. La hausse de 72 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾ découle de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 88 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 60 points de base comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 19,5 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué de 4 millions de dollars. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, se sont établis à 18,3 %, soit une augmentation de 10 points de base comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016, attribuable essentiellement à ce qui suit :

- l'incidence défavorable d'environ 50 points de base de la cession des activités de postes d'essence; facteur en partie contrebalancé par :
- la diminution des coûts liés aux services aux magasins;
- l'incidence positive des cours de change.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 2 900 millions de dollars, en hausse de 158 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016, et il tient compte de l'incidence favorable de 46 millions de dollars de la consolidation des franchises et de l'incidence défavorable d'environ 20 millions de dollars de la cession des activités de postes d'essence. La hausse de 158 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾ découle de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ pour l'exercice à ce jour dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 250 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 50 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016 pour s'établir à 19,5 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 19 millions de dollars. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, se sont établis à 18,4 %, inchangés comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, et ils tiennent compte de ce qui suit :

- la diminution des coûts liés aux services aux magasins, en partie contrebalancée par certains coûts non récurrents;
- l'incidence positive des fermetures de magasins et des dessaisissements effectués au deuxième trimestre de 2016;
- l'incidence positive des cours de change; facteurs en partie contrebalancés par :
- l'incidence défavorable d'environ 20 points de base de la cession des activités de postes d'essence.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 467 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et d'une augmentation des actifs liés aux TI. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 161 millions de dollars (164 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Pour l'exercice à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 1 172 millions de dollars, en hausse de 15 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de la consolidation des franchises et d'une augmentation des actifs liés aux TI, en partie contrebalancées par l'incidence de la modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements au deuxième trimestre de 2016. Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles tiennent compte de l'amortissement de 403 millions de dollars (411 millions de dollars en 2016) des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Réseau de postes d'essence Le 17 juillet 2017, la société a vendu les activités liées à ses postes d'essence à Brookfield Business Partners L.P. (« Brookfield ») en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. La société a comptabilisé un profit avant impôt sur la vente de 501 millions de dollars (profit après impôt de 432 millions de dollars), déduction faite des coûts connexes, au troisième trimestre de 2017. Par suite de la transaction, Brookfield est devenue un partenaire stratégique de la société et continuera d'offrir le programme de fidélisation *PC Plus* aux postes d'essence. En outre, les postes d'essence mènent leurs activités dans certaines propriétés qui sont soit détenues par la société ou louées à la société par Propriétés de Choix ou des propriétaires tiers. Par suite de la transaction, Brookfield loue ou sous-loue ces propriétés auprès de la société. En 2016, ces activités ont généré des ventes d'environ 1 700 millions de litres d'essence et ont représenté un apport d'environ 1 500 millions de dollars au chiffre d'affaires. Compte tenu du bénéfice découlant des activités de postes d'essence et de l'engagement soutenu de la société de financer certains programmes de fidélisation, l'incidence annuelle prévue devrait représenter une réduction d'environ 80 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾, sur la base des données de 2016. La société prévoit utiliser le produit de la vente à des fins générales.

Consolidation des franchises La société détient plus de 500 magasins franchisés d'alimentation au détail. À la clôture du troisième trimestre de 2017, 273 de ces magasins avaient été consolidés aux fins comptables aux termes d'un nouveau contrat de franchise simplifié (le « contrat de franchise ») qui est entré en vigueur en 2015.

La société convertira les franchises existantes au contrat de franchise à l'expiration de leur contrat actuellement en vigueur, après quoi toutes les franchises auront été consolidées. Le tableau qui suit présente l'incidence totale de la consolidation des franchises dont rendent compte les résultats consolidés de la société.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Nombre de magasins franchisés consolidés à l'ouverture de la période	241	132	200	85
Ajouter : Nombre net de magasins franchisés consolidés pendant la période	32	33	73	80
Nombre de magasins franchisés consolidés à la clôture de la période	273	165	273	165
Chiffre d'affaires	228 \$	125 \$	524 \$	264 \$
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	232	120	531	254
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	20	—	39	(7)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	13	7	32	15
Bénéfice (perte) d'exploitation	7	(7)	7	(22)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	8	(7)	10	(21)

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par le bénéfice (la perte) d'exploitation présenté dans le tableau ci-dessus, puisque le bénéfice (la perte) inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

La société s'attend à ce que les nouvelles franchises consolidées et les franchises actuellement consolidées donnent lieu à des produits d'environ 680 millions de dollars, à un montant ajusté du BAIIA²⁾ d'environ 55 millions de dollars, à des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles d'environ 45 millions de dollars et à un bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle d'environ 10 millions de dollars pour l'exercice 2017.

Événements postérieurs à la date de clôture

Charges de restructuration et autres charges connexes Après la clôture du troisième trimestre de 2017, la société a aboli environ 500 postes au sein de son siège social et de ses centres de services aux magasins et elle a mis la dernière main à un plan visant la fermeture de 22 magasins de détail non rentables de plusieurs bannières et formats. La société prévoit inscrire des charges d'environ 135 millions de dollars, dont la majeure partie sera engagée au cours du quatrième trimestre de 2017, et elle prévoit réaliser des économies annuelles d'environ 85 millions de dollars. La société s'attend également à ce que ces fermetures soient pratiquement terminées d'ici la fin du premier trimestre de 2018.

Programme PC Optimum Après la clôture du troisième trimestre de 2017, la société a annoncé la création d'un nouveau programme de fidélisation qui sera lancé le 1^{er} février 2018. Le nouveau programme *PC Optimum* combinera les programmes *Pharmaprix Optimum*, *Shoppers Optimum* et *PC Plus*. La société prévoit engager une charge non récurrente d'environ 150 millions de dollars à 200 millions de dollars liée à la réévaluation du passif existant découlant des points non utilisés afin de tenir compte du taux de rachat prévu plus élevé aux termes du nouveau programme. La société prévoit également comptabiliser une charge de dépréciation d'environ 20 millions de dollars relative à certains actifs liés aux TI qui soutiennent les programmes de fidélisation existants.

4.2 Secteur Services financiers

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	240 \$	229 \$	11 \$	4,8 %	675 \$	650 \$	25 \$	3,8 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	43	28	15	53,6 %	94	85	9	10,6 %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 7 octobre 2017	Au 8 octobre 2016	Variation (en \$)	Variation (en %)
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 860 \$	2 730 \$	130 \$	4,8 %
Créances sur cartes de crédit	2 918	2 769	149	5,4 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	46	53	(7)	(13,2) %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,3 %	13,6 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	3,8 %	4,5 %		

Produits Les produits se sont établis à 240 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 675 millions de dollars, en hausse de 25 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016. L'augmentation des produits enregistrée au troisième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts et des commissions d'interchange nettes attribuable à la croissance du portefeuille de cartes de crédit;
- l'augmentation du chiffre d'affaires attribuable aux kiosques La Boutique Mobile.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 43 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 15 millions de dollars comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016. Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 94 millions de dollars, en hausse de 9 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du bénéfice avant impôt enregistrée au troisième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- la comptabilisation d'un produit de 7 millions de dollars, déduction faite de certains coûts engagés, lié à une entente conclue par la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») en vue de mettre fin à une relation d'affaires avec une grande banque à charte canadienne, qui représentait les services bancaires aux particuliers offerts sous la marque Services financiers le Choix du Président^{MD};
- la diminution des pertes sur créances qui a découlé du solide rendement en matière de crédit du portefeuille;
- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus; facteurs en partie contrebalancés par :
- l'augmentation des charges d'exploitation et des coûts liés au programme de fidélisation du secteur Services financiers.

Créances sur cartes de crédit Au 7 octobre 2017, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 918 millions de dollars, en hausse de 149 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 8 octobre 2016, en raison essentiellement de la croissance de la clientèle active qui a découlé des investissements soutenus au chapitre de l'acquisition de clients et des initiatives en matière de commercialisation et de produits. Au 7 octobre 2017, le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit s'établissait à 46 millions de dollars, en baisse de 7 millions de dollars comparativement au 8 octobre 2016, en raison du solide rendement en matière de crédit du portefeuille.

Autres questions liées au secteur Services financiers

Réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président Au troisième trimestre de 2017, la Banque PC a conclu une entente visant à mettre fin à sa relation d'affaires avec une grande banque à charte canadienne, qui représentait les services bancaires aux particuliers offerts sous la marque Services financiers le Choix du Président. Par suite de cette entente, la Banque PC recevra un paiement d'environ 43 millions de dollars, déduction faite de certains coûts engagés, dont une tranche de 7 millions de dollars a été comptabilisée au troisième trimestre de 2017. Les tranches restantes seront comptabilisées entre le quatrième trimestre de 2017 et le deuxième trimestre de 2018.

La Banque PC poursuivra l'exploitation du programme Mastercard PC et les clients continueront d'accumuler des points PC. La Banque PC demeure engagée à offrir des produits de paiement à ses clients et continue d'améliorer ses services de cartes de crédit et ses programmes de fidélisation.

4.3 Secteur Propriétés de Choix

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	207 \$	196 \$	11 \$	5,6 %	619 \$	586 \$	33 \$	5,6 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	(76)	(28)	(48)	(171,4) %	235	911	(676)	(74,2) %
Bénéfice net (perte nette) ⁱⁱ⁾	303	213	90	42,3 %	369	(479)	848	177,0 %
Fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	109	102	7	6,9 %	326	307	19	6,2 %

- i) Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières tiennent compte d'un ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite.
- ii) Propriétés de Choix est classée comme une « fiducie de fonds commun de placement » aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et, par conséquent, le bénéfice net (la perte nette) est équivalent au bénéfice avant impôt sur le résultat.

Produits Les produits se sont établis à 207 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 11 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016, et ils tiennent compte d'un montant de 178 millions de dollars (173 millions de dollars en 2016) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 619 millions de dollars, en hausse de 33 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, et ils tiennent compte d'un montant de 538 millions de dollars (520 millions de dollars en 2016) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail. L'augmentation des produits au troisième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des loyers de base et des recouvrements de charges d'exploitation d'immeubles existants;
- les produits tirés des immeubles acquis en 2016 et en 2017;
- les produits supplémentaires tirés de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont donné lieu à un produit de 76 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, comparativement à un produit de 28 millions de dollars au troisième trimestre de 2016, ce qui représente une hausse de 48 millions de dollars. L'augmentation découle essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite et de la baisse des charges d'intérêts attribuable au remboursement des débetures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017, en partie contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation des distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite et à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières se sont établies à 235 millions de dollars, en baisse de 676 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite et de la baisse des charges d'intérêts attribuable au remboursement des débetures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017, en partie contrebalancées par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation des distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite, à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et à un profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations à l'exercice précédent.

Bénéfice net (perte nette) Le bénéfice net a augmenté de 90 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à celui inscrit au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 303 millions de dollars. Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice net s'est établi à 369 millions de dollars, en hausse de 848 millions de dollars comparativement au résultat inscrit pour la période correspondante de 2016. L'augmentation du bénéfice net au troisième trimestre de 2017 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite;
- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;
- l'augmentation du résultat d'exploitation net d'immeubles existants;
- les résultats d'exploitation supplémentaires nets tirés des acquisitions et de l'ouverture de magasins par des locataires dans des immeubles locatifs nouvellement aménagés.

Fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ Les fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ ont augmenté de 7 millions de dollars au troisième trimestre de 2017 comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016 pour s'établir à 109 millions de dollars, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles et de la diminution des charges d'intérêts découlant du remboursement des débetures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017, en partie contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit.

Pour l'exercice à ce jour, les fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ se sont établis à 326 millions de dollars, en hausse de 19 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles et de la diminution des charges d'intérêts découlant du remboursement des débetures non garanties de premier rang de série 6 au premier trimestre de 2017, en partie contrebalancés par la hausse des charges d'intérêts attribuable à l'augmentation du montant prélevé sur les facilités de crédit et par le profit sur le règlement de contrats à terme sur obligations à l'exercice précédent.

Autres questions Au troisième trimestre de 2017, Propriétés de Choix a acquis six immeubles de placement auprès de vendeurs tiers pour un prix d'achat global d'environ 28 millions de dollars, à l'exclusion des coûts d'acquisition, prix qui a été entièrement réglé en trésorerie.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017	2016	Variation		2017	2016	Variation	
	(16 semaines)	(16 semaines)	(en \$)	(en %)	(40 semaines)	(40 semaines)	(en \$)	(en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 276 \$	1 210 \$	66 \$	5,5 %	1 314 \$	1 018 \$	296 \$	29,1 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :								
Activités d'exploitation	872	1 112	(240)	(21,6) %	2 123	2 658	(535)	(20,1) %
Activités d'investissement	283	(471)	754	160,1 %	(286)	(761)	475	62,4 %
Activités de financement	(915)	(542)	(373)	(68,8) %	(1 635)	(1 597)	(38)	(2,4) %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(6)	3	(9)	(300,0) %	(6)	(6)	—	— %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 510 \$	1 312 \$	198 \$	15,1 %	1 510 \$	1 312 \$	198 \$	15,1 %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 872 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en baisse de 240 millions de dollars comparativement à celles inscrites au troisième trimestre de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- une augmentation de l'impôt sur le résultat payé;
- une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement découlant d'une diminution des fournisseurs et autres passifs ; facteurs en partie contrebalancés par :
- une augmentation du bénéfice en trésorerie.

Pour l'exercice 2017 à ce jour, les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 2 123 millions de dollars, en baisse de 535 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016, en raison essentiellement de ce qui suit :

- une augmentation de l'impôt sur le résultat payé;
- une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable au moment du recouvrement des créances; facteurs en partie contrebalancés par :
- une augmentation du bénéfice en trésorerie.

Entrées (sorties) nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des entrées nettes de 283 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 754 millions de dollars comparativement au montant inscrit à cet effet au troisième trimestre de 2016. L'augmentation des entrées nettes liées aux activités d'investissement découle essentiellement du produit de la cession des activités de postes d'essence et de la variation des placements à court terme.

Pour l'exercice à ce jour, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 286 millions de dollars, en baisse de 475 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016. La diminution des sorties nettes liées aux activités d'investissement s'explique essentiellement par le produit de la cession des activités de postes d'essence.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	772 \$	754 \$	2,4 %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	35,8	35,8	— %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	16,1	15,9	1,3 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires (en millions de pieds carrés)	18,3	18,1	1,1 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	70,2	69,8	0,6 %
Nombre de magasins détenus par la société	565	566	(0,2) %
Nombre de magasins franchisés	531	525	1,1 %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires	1 333	1 324	0,7 %
Nombre total de magasins	2 429	2 415	0,6 %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	47 %	47 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens-propriétaires (en pourcentage)	1 %	1 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	63 400	63 300	0,2 %
Magasins franchisés	30 300	30 300	— %
Pharmacies détenues par des pharmaciens-propriétaires	13 700	13 700	— %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 915 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 373 millions de dollars comparativement à celles inscrites au troisième trimestre de 2016. Cette hausse des sorties nettes liées aux activités de financement s'explique essentiellement par l'augmentation du nombre d'actions ordinaires rachetées.

Pour l'exercice à ce jour, les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 1 635 millions de dollars, en hausse de 38 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2016. Cette hausse des sorties nettes liées aux activités de financement découle essentiellement de l'augmentation du nombre d'actions ordinaires rachetées, en partie contrebalancée par la diminution des remboursements nets effectués sur la dette à long terme.

Les opérations importantes touchant la dette à long terme de la société sont décrites à la rubrique 5.3, « Composantes de la dette totale ».

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	340 \$	564 \$	(224) \$	(39,7) %	964 \$	1 508 \$	(544) \$	(36,1) %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 340 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en baisse de 224 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au troisième trimestre de 2016. Pour l'exercice 2017 à ce jour, les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 964 millions de dollars, en baisse de 544 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2016. Cette baisse des flux de trésorerie disponibles²⁾ au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de la diminution des entrées nettes liées aux activités d'exploitation dont il est question ci-dessus.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières.

Le secteur Services financiers prévoit obtenir du financement à long terme aux fins de la croissance de son portefeuille de cartes de crédit au moyen de l'émission de billets et de certificats de placement garanti de *Fiducie cartes de crédit Eagle^{MD}* (« Eagle »).

Propriétés de Choix prévoit obtenir du financement à long terme, en vue de l'acquisition de propriétés faisant augmenter sa valeur, essentiellement en émettant des titres de capitaux propres et des débetures non garanties.

La société gère la structure de son capital en fonction de chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine dans lequel chaque secteur exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

(en millions de dollars canadiens)	Au 7 octobre 2017				Au 8 octobre 2016				Au 31 décembre 2016			
	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Total
Dette bancaire	279 \$	— \$	— \$	279 \$	257 \$	— \$	— \$	257 \$	115 \$	— \$	— \$	115 \$
Dette à court terme	—	610	—	610	—	475	—	475	—	665	—	665
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	395	232	400	1 027	56	43	202	301	56	142	202	400
Dette à long terme	5 619	1 307	2 909	9 835	5 977	1 445	2 991	10 413	6 019	1 436	3 015	10 470
Certains autres passifs	37	—	—	37	31	—	—	31	31	—	—	31
Total de la dette	6 330 \$	2 149 \$	3 309 \$	11 788 \$	6 321 \$	1 963 \$	3 193 \$	11 477 \$	6 221 \$	2 243 \$	3 217 \$	11 681 \$

Secteur Vente au détail La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 7 octobre 2017	Au 8 octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,7x	1,8x	1,7x

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 7 octobre 2017 est demeuré inchangé comparativement à celui inscrit au 31 décembre 2016, et il a diminué comparativement à celui inscrit au 8 octobre 2016 en raison essentiellement de la croissance du montant ajusté du BAIIA²⁾.

Banque le Choix du Président Les objectifs de gestion du capital de la Banque PC consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »).

Secteur Propriétés de Choix Propriétés de Choix gère la structure de son capital de manière à maintenir des paramètres de crédit cadrant avec ceux de fiducies de placement immobilier (« FPI ») dont les notations sont élevées. Propriétés de Choix suit de près les paramètres pertinents au secteur des FPI, ce qui inclut de cibler un ratio de la dette sur le total des actifs approprié.

Clauses restrictives et exigences réglementaires La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 7 octobre 2017 et les ont respectées depuis le début de l'exercice 2017. La Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires applicables au 7 octobre 2017 et les a respectées depuis le début de l'exercice 2017.

Prospectus préalable de base simplifié Au deuxième trimestre de 2017, la société a déposé un prospectus préalable de base simplifié visant l'émission éventuelle de débentures non garanties ou d'actions privilégiées d'au plus 2 milliards de dollars, sous réserve de la disponibilité de capitaux sur les marchés financiers.

5.3 Composantes de la dette totale

Débentures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débentures et des billets à moyen terme émis au cours des périodes closes aux dates indiquées :

			7 octobre 2017 (16 semaines)	8 octobre 2016 (16 semaines)	7 octobre 2017 (40 semaines)	8 octobre 2016 (40 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix						
– Série G	3,20 %	7 mars 2023	— \$	— \$	— \$	250 \$
– Série H	5,27 %	7 mars 2046	—	—	—	100
Total des débentures et des billets à moyen terme émis			— \$	— \$	— \$	350 \$

Le tableau qui suit présente un résumé des débentures et des billets à moyen terme remboursés au cours des périodes closes aux dates indiquées :

			7 octobre 2017 (16 semaines)	8 octobre 2016 (16 semaines)	7 octobre 2017 (40 semaines)	8 octobre 2016 (40 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Billets de Les Compagnies Loblaw Limitée	7,10 %	1 ^{er} juin 2016	— \$	— \$	— \$	300 \$
Billets de Shoppers Drug Mart/ Pharmaprix	2,01 %	24 mai 2016	—	—	—	225
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 6	3,00 %	20 avril 2017 ⁱ⁾	—	—	200	—
Débentures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5	3,00 %	20 avril 2016 ⁱⁱ⁾	—	—	—	300
Total des débentures et des billets à moyen terme remboursés			— \$	— \$	200 \$	825 \$

i) Les débentures non garanties de série 6 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 23 janvier 2017.

ii) Les débentures non garanties de série 5 de Propriétés de Choix ont été rachetées le 7 mars 2016.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 7 octobre 2017, au 8 octobre 2016 et au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Date d'échéance	Au 7 octobre 2017		Au 8 octobre 2016		Au 31 décembre 2016	
		Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé	Crédit disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	10 juin 2021	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium	5 juillet 2022 ⁱ⁾	500	215	500	148	500	172
Facilité de crédit bilatérale engagée de Propriétés de Choix	21 décembre 2018	250	250	—	—	250	—
Total des lignes de crédit engagées		1 750 \$	465 \$	1 500 \$	148 \$	1 750 \$	172 \$

i) La facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix conclue avec un consortium a été prorogée d'une année supplémentaire, soit du 5 juillet 2021 au 5 juillet 2022.

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Eagle* et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants titrisés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 7 octobre 2017	Au 8 octobre 2016	Au 31 décembre 2016
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	650 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	610	475	665
Total des créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 260 \$	1 125 \$	1 315 \$

Au troisième trimestre de 2017, *Eagle* a déposé un prospectus préalable de base simplifié visant l'émission éventuelle de billets d'au plus 1 milliard de dollars sur une période de 25 mois.

Après le troisième trimestre de 2017, *Eagle* a émis des billets à terme de premier rang et subordonnés de 250 millions de dollars, échéant le 17 octobre 2022 et portant intérêt à un taux moyen pondéré de 2,71 %. Dans le cadre de cette émission, des contrats à terme sur obligations de 200 millions de dollars ont été réglés après la clôture du trimestre, ce qui a donné lieu à un profit lié à la juste valeur réalisé de 6 millions de dollars et à un taux d'intérêt effectif net de 2,26 % sur les billets d'*Eagle* émis.

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 7 octobre 2017 et s'y est conformée depuis le début de l'exercice 2017.

Fiducies de financement indépendantes Au 7 octobre 2017, les fiducies de financement indépendantes avaient prélevé 551 millions de dollars (546 millions de dollars au 8 octobre 2016; 587 millions de dollars au 31 décembre 2016) sur la facilité de crédit engagée renouvelable qui constitue la source de financement des fiducies de financement indépendantes. La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes. Au 7 octobre 2017, la société a accepté d'accorder un rehaussement de crédit de 64 millions de dollars (58 millions de dollars au 8 octobre 2016; 64 millions de dollars au 31 décembre 2016) en faveur des fiducies de financement indépendantes correspondant à au moins 10 % (au moins 10 % au 8 octobre 2016 et au 31 décembre 2016) du capital des prêts en cours.

5.4 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle

	Au 7 octobre 2017	Au 8 octobre 2016 ⁴⁾	Au 31 décembre 2016
Montant ajusté du rendement des capitaux propres ²⁾ sur une base annuelle	13,6 %	12,6 %	12,9 %
Montant ajusté du rendement du capital ²⁾ sur une base annuelle	9,5 %	8,5 %	8,8 %

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ sur une base annuelle au 7 octobre 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 8 octobre 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net et des actions ordinaires rachetées. Le montant ajusté du rendement du capital²⁾ sur une base annuelle au 7 octobre 2017 a augmenté comparativement aux montants inscrits au 8 octobre 2016 et au 31 décembre 2016, en raison essentiellement des mêmes facteurs qui ont influé sur le montant ajusté du rendement des capitaux propres²⁾ et de l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements à court terme.

5.5 Notation

Au deuxième trimestre de 2017, Standard & Poor's a confirmé les notations et les perspectives attribuées à la société. Le tableau qui suit présente les notations actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Notation	Tendance	Notation	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débentures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

Au troisième trimestre de 2017, Standard & Poor's a confirmé les notations et les perspectives attribuées à Propriétés de Choix. Le tableau qui suit présente les notations actuelles de Propriétés de Choix :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Notation	Tendance	Notation	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Débentures non garanties de premier rang	BBB	Positive	BBB	s. o.

5.6 Capital social

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

	7 octobre 2017 (16 semaines)		8 octobre 2016 (16 semaines)		7 octobre 2017 (40 semaines)		8 octobre 2016 (40 semaines)	
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	395 248 907	7 619 \$	405 537 834	7 798 \$	400 829 870	7 713 \$	409 985 226	7 861 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	70 094	4	114 765	6	572 024	28	1 029 373	46
Rachetées et annulées	(7 193 156)	(139)	(2 080 000)	(40)	(13 276 049)	(257)	(7 442 000)	(143)
Émises et en circulation à la clôture de la période	388 125 845	7 484 \$	403 572 599	7 764 \$	388 125 845	7 484 \$	403 572 599	7 764 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(858 806)	(16) \$	(1 159 865)	(22) \$	(1 105 620)	(21) \$	(643 452)	(10) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	—	—	(686 000)	(13)	(1 250 000)	(24)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	33 159	—	20 619	—	965 973	18	754 206	12
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(825 647)	(16) \$	(1 139 246)	(22) \$	(825 647)	(16) \$	(1 139 246)	(22) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	387 300 198	7 468 \$	402 433 353	7 742 \$	387 300 198	7 468 \$	402 433 353	7 742 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	392 384 392		403 711 134		395 701 411		406 016 530	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes à l'étude :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	7 octobre 2017 (16 semaines)	8 octobre 2016 (16 semaines)	7 octobre 2017 (40 semaines)	8 octobre 2016 (40 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	7 193 156	2 080 000	13 276 049	7 442 000
Contrepartie en trésorerie payée	485 \$	145 \$	937 \$	508 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	346	105	680	365
Diminution du capital social ordinaire	139	40	257	143
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	—	686 000	1 250 000
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	— \$	48 \$	90 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	—	35	66
Diminution du capital social ordinaire	—	—	13	24

Au deuxième trimestre de 2017, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 016 472 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition. Au 7 octobre 2017, la société avait racheté 10 572 556 actions ordinaires dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Dividendes Le tableau qui suit résume les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés pour les périodes indiquées :

	7 octobre 2017ⁱ⁾ (16 semaines)	8 octobre 2016 (16 semaines)	7 octobre 2017 (40 semaines)	8 octobre 2016 (40 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :				
Actions ordinaires	0,27 \$	0,26 \$	0,80 \$	0,77 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	0,33125 \$	0,33125 \$	0,99375 \$	0,99375 \$

i) Les dividendes déclarés de 0,27 \$ par action ordinaire au troisième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 1^{er} octobre 2017, tandis que les dividendes déclarés de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, au troisième trimestre de 2017 ont comme date de paiement le 30 septembre 2017.

(en millions de dollars canadiens)	7 octobre 2017 (16 semaines)	8 octobre 2016 (16 semaines)	7 octobre 2017 (40 semaines)	8 octobre 2016 (40 semaines)
Dividendes déclarés :				
Actions ordinaires	106 \$	104 \$	316 \$	312 \$
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	3	3	9	9
Total des dividendes déclarés	109 \$	107 \$	325 \$	321 \$

Après la clôture du troisième trimestre de 2017, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,27 \$ par action ordinaire, à payer le 30 décembre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 décembre 2017, et un dividende de 0,33125 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 31 décembre 2017 aux actionnaires inscrits le 15 décembre 2017.

5.7 Arrangements hors bilan

La société a recours à des arrangements hors bilan, notamment des lettres de crédit, des garanties et des garanties sous forme de trésorerie, dans le cadre de certaines obligations. Aucun changement important n'a été apporté aux arrangements hors bilan de la société en 2017. Voir la rubrique 7.7, « Arrangements hors bilan », du Rapport annuel 2016 de la société pour une analyse des principaux arrangements hors bilan de la société.

6. Instruments financiers dérivés

La société a recours à des instruments dérivés pour atténuer certains des risques financiers auxquels elle est exposée. La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. La société n'a conclu aucun contrat à terme sur obligations ou swap de taux d'intérêt important en 2017.

La société a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Pour plus de précisions sur l'incidence qu'ont eue ces instruments en 2017, voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion.

7. Résultats par trimestre

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans le secteur du commerce de détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2017 et 2016 comptaient 52 semaines. Le prochain exercice de 53 semaines sera l'exercice 2020. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2016	2015
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	(16 semaines)	(16 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)
Produits	14 192 \$	14 143 \$	11 079 \$	10 731 \$	10 401 \$	10 381 \$	11 130 \$	10 865 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	883	419	358	158	230	193	201	128
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	549	512	445	412	364	338	393	363
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	2,25 \$	1,04 \$	0,90 \$	0,39 \$	0,58 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$
Dilué (en dollars)	2,24 \$	1,03 \$	0,89 \$	0,39 \$	0,57 \$	0,47 \$	0,50 \$	0,31 \$
Montant ajusté dilué du bénéfice net par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,39 \$	1,26 \$	1,11 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,82 \$	0,97 \$	0,87 \$
Inflation (déflation) nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	0,3 %	0,2 %	(1,4) %	1,8 %	(3,9) %	4,3 %	(2,3) %	4,1 %
Augmentation (diminution) du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	1,4 %	0,8 %	1,2 %	0,4 %	(1,2) %	2,0 %	1,1 %	2,4 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	3,3 %	2,8 %	3,7 %	4,0 %	0,9 %	6,3 %	3,4 %	5,0 %

Produits Les produits des huit derniers trimestres ont été touchés par divers facteurs, dont les suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- l'incidence de la conjoncture macroéconomique sur les prix dans les secteurs de l'alimentation au détail et des pharmacies au détail;
- les fluctuations du prix de vente de l'essence des postes d'essence de la société;
- la cession des activités de postes d'essence;
- la consolidation des franchises;
- les variations de la superficie nette de vente au détail. Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a augmenté de 0,2 million de pieds carrés pour atteindre 70,2 millions de pieds carrés, en raison essentiellement de l'ouverture de nouveaux magasins, en partie contrebalancée par le plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 et réalisé au premier semestre de 2016.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- la cession des activités de postes d'essence;
- les synergies nettes liées à l'acquisition;
- l'incidence du plan de fermeture de magasins de la société;
- l'amélioration de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation de la société;
- l'incidence d'éléments d'ajustement dont il est question à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », notamment :
 - le profit sur la cession des activités de postes d'essence;
 - la dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente;
 - les charges de restructuration et autres charges connexes;
 - la conversion de magasins en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives;
 - les pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises;
 - la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société n'est pas touché de manière importante par la consolidation des franchises, puisque le résultat connexe inscrit à cet effet est surtout attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au troisième trimestre de 2017 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2016 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2016 ainsi que la notice annuelle 2016 de la société peuvent être consultés à www.sedar.com. Ces risques et ces stratégies de gestion des risques demeurent inchangés.

10. Normes comptables

Normes entrées en vigueur en 2017

Tableau des flux de trésorerie La société a mis en œuvre les modifications de la Norme comptable internationale (« IAS ») 7, *Tableau des flux de trésorerie*, au premier trimestre de 2017 et a fourni des informations sur les variations des passifs liés à certaines activités de financement, y compris les variations résultant des flux de trésorerie, mais aussi les variations sans contrepartie de trésorerie, dans les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Modifications de normes comptables

Impôt sur le résultat En novembre 2016, l'IFRS Interpretations Committee a publié la décision à l'ordre du jour liée au mode attendu de recouvrement des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée lors de l'évaluation de l'impôt différé selon l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et a clarifié son interprétation selon laquelle une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'a pas de durée d'utilité illimitée et que ses avantages économiques iront à une entité dans les périodes futures du fait de son utilisation et non uniquement de sa vente future. Par conséquent, il est approprié d'évaluer le passif d'impôt différé connexe au taux d'impôt sur le résultat applicable au revenu imposable ordinaire qui devrait s'appliquer au cours des exercices durant lesquels les différences temporaires devraient être recouvrées ou réglées. Les méthodes comptables de la société traduisaient un point de vue accepté selon lequel une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée sera recouvrée par le biais de sa sortie et utilisaient le taux d'impôt sur les gains en capital pour évaluer l'impôt sur le résultat différé lié à ses immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée. La société a mis en œuvre cette directive au quatrième trimestre de 2016 rétrospectivement à titre de modification de méthodes comptables conformément à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. L'incidence de cette modification se présente comme suit :

Bilan consolidé résumé	Au
Augmentation (diminution)	8 octobre 2016
(en millions de dollars canadiens)	
Goodwill	418 \$
Passifs d'impôt différé	458
Résultats non distribués	(40)

Ce changement n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net en 2016.

11. Perspectives³⁾

Les perspectives de Loblaw pour 2017 demeurent inchangées. La société demeure concentrée sur son cadre stratégique, qui vise à lui permettre d'avoir la meilleure offre dans les domaines des produits d'alimentation, de santé et de beauté, d'assurer l'excellence au chapitre de l'exploitation et de générer de la croissance. Ce cadre repose sur notre plan financier axé sur le maintien d'affaires stables. Cette stratégie vise un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et une marge brute stable, la génération d'efficacités afin de réaliser un levier d'exploitation et le remboursement de capital aux actionnaires.

Sur une base comparative d'un exercice complet à l'autre, la société prévoit ce qui suit en 2017 :

- la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et d'une marge brute stable pour son secteur Vente au détail dans un marché de l'alimentation hautement concurrentiel, malgré les pressions négatives persistantes exercées par la réforme du réseau de la santé;
- l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net;
- l'affectation d'environ 1,3 milliard de dollars au titre des dépenses d'investissement, dont 1,0 milliard de dollars pour son secteur Vente au détail;
- le remboursement de capital aux actionnaires au moyen de l'affectation d'une fraction importante des flux de trésorerie disponibles au rachat d'actions.

Depuis la clôture du deuxième trimestre de 2017, la société a fait des progrès considérables au chapitre de l'atténuation de l'incidence de l'augmentation du salaire minimum et de l'annonce attendue de la réforme du régime de médicaments mais, jusqu'à ce que la pleine incidence de la réforme du réseau de la santé soit confirmée, la mesure dans laquelle ces facteurs nuiront à la croissance du montant ajusté du bénéfice net de la société au-delà de 2017 ne peut être établie.

12. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail; le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail; le montant ajusté du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « montant ajusté du BAIIA »); le montant ajusté de la marge du BAIIA; le montant ajusté du résultat d'exploitation; le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières; le montant ajusté de l'impôt sur le résultat; le montant ajusté du taux d'impôt; le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires; le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire; les flux de trésorerie disponibles; le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle; le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ainsi que, dans le cas de Propriétés de Choix, les fonds provenant des activités d'exploitation. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Marge brute du secteur Vente au détail, montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté de la marge brute par secteur avec la marge brute par secteur, laquelle fait l'objet d'un rapprochement avec les produits et le coût des marchandises vendues qui sont présentés dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère la marge brute du secteur Vente au détail et le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme des mesures utiles l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail divisé par les produits du secteur Vente au détail.

	2017 (16 semaines)					2016 (16 semaines)				
Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Total
Produits	13 923 \$	240 \$	207 \$	(178) \$	14 192 \$	13 891 \$	229 \$	196 \$	(173) \$	14 143 \$
Coût des marchandises vendues	10 049	25	—	—	10 074	10 173	22	—	—	10 195
Marge brute	3 874 \$	215 \$	207 \$	(178) \$	4 118 \$	3 718 \$	207 \$	196 \$	(173) \$	3 948 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements	—	—	—	—	—	(4)	—	—	—	(4)
Montant ajusté de la marge brute	3 874 \$	215 \$	207 \$	(178) \$	4 118 \$	3 714 \$	207 \$	196 \$	(173) \$	3 944 \$

	2017 (40 semaines)					2016 (40 semaines)				
Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Total	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Total
Produits	34 916 \$	675 \$	619 \$	(538) \$	35 672 \$	34 539 \$	650 \$	586 \$	(520) \$	35 255 \$
Coût des marchandises vendues	25 191	65	—	—	25 256	25 234	56	—	—	25 290
Marge brute	9 725 \$	610 \$	619 \$	(538) \$	10 416 \$	9 305 \$	594 \$	586 \$	(520) \$	9 965 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :										
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3
Montant ajusté de la marge brute	9 725 \$	610 \$	619 \$	(538) \$	10 416 \$	9 317 \$	594 \$	586 \$	(520) \$	9 977 \$

Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements Au deuxième trimestre de 2016, 10 magasins de détail situés à Fort McMurray ont subi des dommages causés par un feu incontrôlé qui a forcé l'évacuation de la ville. La société a comptabilisé des charges au titre des pertes de stocks, des coûts liés au nettoyage et d'autres coûts liés à la remise en état des lieux. Au troisième trimestre de 2016, la société a reçu un produit partiel de 5 millions de dollars de la réclamation d'assurance.

Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail En 2015, la société a commencé à s'employer activement à vendre certains actifs des entreprises de soins de santé accessoires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et a comptabilisé des pertes de valeur sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes. En 2016, la société a mené à terme la vente d'une partie de ces actifs.

Au deuxième trimestre de 2016, la société a mis un terme à ses efforts de vente des actifs restants et les a intégrés à ses activités courantes. Par conséquent, elle a comptabilisé une charge de 4 millions de dollars liée à la dépréciation des stocks et des reprises de 8 millions de dollars sur des pertes de valeur comptabilisées précédemment sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes.

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de réduction des coûts ainsi que ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Montant ajusté du résultat d'exploitation, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté du BAIIA avec le résultat d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

	2017 (16 semaines)					2016 (16 semaines)				
Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					886 \$					422 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					8					(7)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					119					132
Impôt sur le résultat					223					143
Résultat d'exploitation	1 168 \$	57 \$	227 \$	(216) \$	1 236 \$	642 \$	41 \$	185 \$	(178) \$	690 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	161 \$	— \$	— \$	— \$	161 \$	164 \$	— \$	— \$	— \$	164 \$
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	20	—	—	—	20	(9)	—	—	—	(9)
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	5	—	—	—	5	—	—	—	—	—
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements	—	—	—	—	—	(5)	—	—	—	(5)
Réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président	—	(7)	—	—	(7)	—	—	—	—	—
Profit sur la cession des activités de postes d'essence	(501)	—	—	—	(501)	—	—	—	—	—
Éléments d'ajustement	(315) \$	(7) \$	— \$	— \$	(322) \$	153 \$	— \$	— \$	— \$	153 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	853 \$	50 \$	227 \$	(216) \$	914 \$	795 \$	41 \$	185 \$	(178) \$	843 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	467	2	1	6	476	456	3	1	4	464
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(161)	—	—	—	(161)	(164)	—	—	—	(164)
Montant ajusté du BAIIA	1 159 \$	52 \$	228 \$	(210) \$	1 229 \$	1 087 \$	44 \$	186 \$	(174) \$	1 143 \$

	2017 (40 semaines)					2016 (40 semaines)				
Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers	Propriétés de Choix	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					1 480 \$					779 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					10					(21)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					407					525
Impôt sur le résultat					457					360
Résultat d'exploitation	2 192 \$	135 \$	604 \$	(577) \$	2 354 \$	1 510 \$	123 \$	432 \$	(422) \$	1 643 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	403 \$	— \$	— \$	— \$	403 \$	411 \$	— \$	— \$	— \$	411 \$
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	25	—	—	—	25	11	—	—	—	11
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	12	—	—	—	12	2	—	—	—	2
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	44	—	—	—	44
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	—	—	—	10	—	—	—	10
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements	—	—	—	—	—	7	—	—	—	7
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	5	—	—	—	5
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	(4)	—	—	—	(4)
Réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président	—	(7)	—	—	(7)	—	—	—	—	—
Profit sur la cession des activités de postes d'essence	(501)	—	—	—	(501)	—	—	—	—	—
Éléments d'ajustement	(61) \$	(7) \$	— \$	— \$	(68) \$	486 \$	— \$	— \$	— \$	486 \$
Montant ajusté du résultat d'exploitation	2 131 \$	128 \$	604 \$	(577) \$	2 286 \$	1 996 \$	123 \$	432 \$	(422) \$	2 129 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 172	7	1	16	1 196	1 157	9	1	11	1 178
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(403)	—	—	—	(403)	(411)	—	—	—	(411)
Montant ajusté du BAIIA	2 900 \$	135 \$	605 \$	(561) \$	3 079 \$	2 742 \$	132 \$	433 \$	(411) \$	2 896 \$

Outre les éléments dont il est question ci-dessus à la section portant sur le montant ajusté de la marge brute²⁾ du secteur Vente au détail, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a été touché par les éléments suivants :

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 525 millions de dollars jusqu'en 2024 et diminuera par la suite.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société procède à des achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés. Ces activités visent à réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et à atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent Au premier trimestre de 2016, la province d'Ontario a adopté des modifications rétroactives à la *Loi sur les droits de cession immobilière*. Ces modifications s'appliquaient aux cessions immobilières entre deux parties liées ayant eu lieu le 19 juillet 1989 ou après cette date. Ces modifications ont eu une incidence sur certaines cessions immobilières entre la société et Propriétés de Choix au moment du premier appel public à l'épargne, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives du secteur Vente au détail au premier trimestre de 2016.

Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises Chaque date de clôture, la société évalue s'il y a ou non dépréciation et, au besoin, inscrit des pertes de valeur ou des reprises de pertes de valeur comptabilisées précédemment au titre de la valeur comptable de ses immobilisations corporelles, de ses immeubles de placement et de ses immobilisations incorporelles.

Réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président Au troisième trimestre de 2017, la Banque PC a conclu une entente visant à mettre fin à sa relation d'affaires avec une grande banque à charte canadienne, qui représentait les services bancaires aux particuliers offerts sous la marque Services financiers le Choix du Président. Par suite de cette entente, la Banque PC recevra des paiements d'environ 43 millions de dollars, déduction faite de coûts connexes, qui seront comptabilisés entre le troisième trimestre de 2017 et le deuxième trimestre de 2018.

Profit sur la cession des activités de postes d'essence Le 17 juillet 2017, la société a vendu les activités liées à ses postes d'essence en contrepartie d'environ 540 millions de dollars. La société a comptabilisé un profit avant impôt sur la vente de 501 millions de dollars (profit après impôt de 432 millions de dollars), déduction faite des coûts connexes, au troisième trimestre de 2017.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières qui sont présentées dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	119 \$	132 \$	407 \$	525 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	33	20	(2)	(120)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	152 \$	152 \$	405 \$	405 \$

Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie La société est exposée aux fluctuations du cours de marché en raison des parts de fiducie de Propriétés de Choix (les « parts ») qui sont détenues par d'autres porteurs de parts que la société. Ces parts sont présentées à titre de passif aux bilans consolidés résumés de la société, puisqu'elles sont rachetables au gré du porteur pour une contrepartie en trésorerie, sous réserve de certaines restrictions. Ce passif est comptabilisé à la juste valeur chaque date de présentation de l'information financière selon le cours de marché des parts à la clôture de chaque période. Une augmentation (diminution) du cours de marché des parts de fiducie entraîne une augmentation (diminution) des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté de l'impôt sur le résultat avec l'impôt sur le résultat qui est présenté dans les états consolidés résumés des résultats pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le montant ajusté du taux d'impôt correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	914 \$	843 \$	2 286 \$	2 129 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	152	152	405	405
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	762 \$	691 \$	1 881 \$	1 724 \$
Impôt sur le résultat	223 \$	143 \$	457 \$	360 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	(21)	40	47	117
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	(3)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	202 \$	183 \$	504 \$	474 \$
Taux d'impôt effectif	20,0 %	25,6 %	23,5 %	32,2 %
Montant ajusté du taux d'impôt	26,5 %	26,5 %	26,8 %	27,5 %

i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté dans les tableaux ci-dessus.

ii) Voir le tableau portant sur le montant ajusté du résultat d'exploitation, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux et fédéral des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou d'un avantage sur les bénéfices. La société applique toute modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation de 2 % du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans cette province, qui est passé de 12 % à 14 %. La société a comptabilisé une charge de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2016 en lien avec la réévaluation de ses passifs d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société et le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les périodes closes aux dates indiquées. La société considère le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	886 \$	422 \$	1 480 \$	779 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(9)	(9)
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	883 \$	419 \$	1 471 \$	770 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	886 \$	422 \$	1 480 \$	779 \$
Éléments d'ajustement (se reporter au tableau suivant)	(334)	93	(113)	492
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	552 \$	515 \$	1 367 \$	1 271 \$
Dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social	(3)	(3)	(9)	(9)
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	549 \$	512 \$	1 358 \$	1 262 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	395,0	407,0	399,2	410,0

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire avec le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire pour les périodes closes aux dates indiquées.

	2017 (16 semaines)		2016 (16 semaines)		2017 (40 semaines)		2016 (40 semaines)	
Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens/en dollars canadiens)	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire	Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	Bénéfice net dilué par action ordinaire
Montant présenté	883 \$	2,24 \$	419 \$	1,03 \$	1 471 \$	3,68 \$	770 \$	1,88 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :								
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/ Pharmaprix	118 \$	0,30 \$	122 \$	0,30 \$	295 \$	0,74 \$	305 \$	0,74 \$
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	14	0,03	(7)	(0,01)	18	0,05	8	0,02
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	4	0,01	—	—	9	0,02	2	—
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ⁱ⁾	(33)	(0,08)	(20)	(0,05)	2	—	120	0,30
Charges de restructuration et autres charges connexes	—	—	—	—	—	—	41	0,10
Avis de cotisation concernant des droits de cession immobilière lié à un exercice précédent	—	—	—	—	—	—	7	0,02
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray, déduction faite des recouvrements	—	—	(4)	(0,01)	—	—	5	0,01
Pertes de valeur d'actifs, déduction faite des reprises	—	—	2	—	—	—	4	0,01
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	—	—	—	—	—	3	0,01
Montant net des pertes de valeur (reprises de pertes de valeur) liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	—	—	—	—	—	—	(3)	(0,01)
Réduction progressive des activités des services bancaires des Services financiers le Choix du Président	(5)	(0,01)	—	—	(5)	(0,01)	—	—
Profit sur la cession des activités de postes d'essence	(432)	(1,10)	—	—	(432)	(1,08)	—	—
Éléments d'ajustement	(334) \$	(0,85) \$	93 \$	0,23 \$	(113) \$	(0,28) \$	492 \$	1,20 \$
Montant ajusté	549 \$	1,39 \$	512 \$	1,26 \$	1 358 \$	3,40 \$	1 262 \$	3,08 \$

i) Les profits ou les pertes au titre de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ne sont pas assujettis à l'impôt.

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les entrées nettes liées aux activités d'exploitation qui sont présentées dans les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie pour les périodes closes aux dates indiquées. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	872 \$	1 112 \$	2 123 \$	2 658 \$
Moins :				
Dépenses d'investissement	364	383	772	754
Intérêts payés	168	165	387	396
Flux de trésorerie disponibles	340 \$	564 \$	964 \$	1 508 \$

Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle La société utilise les mesures qui suivent pour évaluer son levier financier et sa rentabilité. Les définitions de ces ratios sont présentées ci-dessous.

- **Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle** Total de la dette du secteur Vente au détail divisé par le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail pour les quatre derniers trimestres.
- **Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle** Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux porteurs d'actions ordinaires de la société.
- **Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle** Montant ajusté du résultat d'exploitation après impôt pour les quatre derniers trimestres divisé par le capital moyen, le capital s'entendant du total de la dette majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme.

Fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix Au premier trimestre de 2017, Propriétés de Choix a cessé d'utiliser le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation. Elle continue cependant d'utiliser les fonds provenant des activités d'exploitation comme mesure du bénéfice non conforme aux PCGR. Propriétés de Choix calcule les fonds provenant des activités d'exploitation conformément au livre blanc de l'Association des biens immobiliers du Canada portant sur les fonds provenant des activités d'exploitation et le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation pour les IFRS publié en février 2017.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix avec le bénéfice net (la perte nette) pour les périodes closes aux dates indiquées. Propriétés de Choix est d'avis que les fonds provenant des activités d'exploitation constituent une mesure utile de la performance sur le plan de l'exploitation, car ils peuvent être ajustés en fonction d'éléments inclus dans le bénéfice net (ou la perte nette) qui ne découlent pas des activités d'exploitation ou qui ne donnent pas nécessairement une image exacte de la performance de la Fiducie.

Pour les périodes closes le 7 octobre 2017 et le 8 octobre 2016 (en millions de dollars canadiens)	2017 (16 semaines)	2016 (16 semaines)	2017 (40 semaines)	2016 (40 semaines)
Bénéfice net (perte nette)	303 \$	213 \$	369 \$	(479) \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustements de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite	(175)	(124)	(57)	637
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement	(78)	(44)	(163)	(7)
Ajustements de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts	(1)	—	—	5
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement détenus dans la coentreprise comptabilisée selon la méthode	—	—	1	(14)
Distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite	58	57	173	163
Amortissement des allocations pour améliorations locatives	1	—	1	—
Charges internes au titre de la location	1	—	2	2
Fonds provenant des activités d'exploitation	109 \$	102 \$	326 \$	307 \$

13. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 14 novembre 2017
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2016 de la société, à la page 142.
- 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », qui comprend le rapprochement de ces mesures non conformes aux PCGR avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.
- 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
- 4) Certains chiffres ont été retraités par suite de la décision à l'ordre du jour de l'IFRS Interpretations Committee portant sur l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. Voir la note 2 « Principales méthodes comptables » des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2017 et les états financiers consolidés annuels audités de 2016 de la société.